

Le Patriote Français.

JOURNAL COMMERCIAL, LITTERAIRE ET POLITIQUE:

BUREAU

DU JOURNAL,

Perez Castellanos 162.

Le PATRIOTE paraît trois fois la semaine, le DIMANCHE, le MERCREDI et le VENDREDI. On souscrit au bureau du PATRIOTE où on adressera les lettres et avis à M. J. H. REYNAUD propriétaire gérant.

MONTEVIDEO.

3 NOVEMBRE 1849.

L'ardent patriotisme de M. J. L. Bustamante, ses travaux consciencieux, mais surtout l'éclatante justice, qu'il a rendue à la population française de Montevideo ; lui ont attiré les invectives ultra fédérales du *Defensor*. Cette diatribe écrite dans le style du cru et embellie des épithètes sans cesse renouvelées de *aventureros*, *salvages unitarios* etc., n'occupe pas moins de huit colonnes des numéros du 26 et du 30 octobre.

La plume éloquente de l'auteur de *los Cinco errores capitales de la intervención anglo francesa*, peut facilement se passer de notre concours, pour résigner les ignobles artifices de l'écrivain du Cerrito, si M. Bustamante daigne le faire. Aussi n'élèvons nous pas notre prétention jusqu'à vouloir répondre à *l'illustre Oriental*, qui, du haut du Cerrito lance l'anathème sur l'audacieux argentin dont la réponse à lord Palmerston, a mis en fermentation l'ire du scribe salarié de Dn. Manuel Oribe. Mais nous ne pouvons nous abstenir de donner au *Defensor*, l'explication claire qu'il attend du *Patriote*, dont dit-il, *les rédacteurs sont français*, puisqu'ils sont nés en France, comme Thiebaut et Brie qui siègent à l'Assemblée dite des *Notables*.

Nous sommes nés en France, c'est vrai. C'est là notre grand crime à vos yeux, nous ne saurons l'oublier, et si nous avons agi contradictoirement aux prescriptions des lois de notre pays, à qui la faute si ce n'est à votre maître, dont les brutales menaces sont venues rappeler aux français qu'à défaut de protection, ils ne devaient rien espérer sinon de leurs armes qui ont fait votre terreur depuis le 1er avril 1843 ? A qui la faute, si ces français ont encouru la dénationalisation qui leur a ouvert les portes de l'Assemblée nationale du peuple Oriental ? Si ce n'est à la maladresse de votre prétendant et à votre couardise appuyée sur la felonie de l'agent chargé de protéger ces français ?

Vous osez encore demander quelles motifs ont pu stimuler ces aventuriers et les obliger à se mêler des questions domestiques d'une famille à laquelle ils étaient étrangers ? Vous le savez comme nous, comme tout le monde aujourd'hui : C'est l'absurde autant que barbare manifeste du général Oribe. Ce sont ses antécédents bien connus. C'est la crainte et la certitude, de le voir se livrer à ses instincts sanguinaires comme à Tucuman, pour complaire au gouverneur de Buenos-Ayres.

Est-ce là l'explication claire que vous attendiez *Defensor*, pour fixer votre jugement, sur l'oriental argentin Bustamante ?

HONNEUR ET PATRIE !

PRIX

DE L'ABONNEMENT

2 PATACONS par moi.

tamante, et sur l'*oriental-français* *Le Patriote* ? Vous deviez vous y attendre, la vérité est immuable, et voilà plus de six ans, qu'à vos injures, à vos menaces nous répondons invariablement la même chose.

Six ans vous et quelques acolytes, très bien rétribués par Rosas, vous avez désigné la population française de Montevideo comme un *ramassis d'aventuriers*, comme des fils indigènes de la mère patrie, eux, qui ont versé leur sang, pour vous obliger à respecter son nom, six ans vous vous êtes évertué à livrer ces laborieux artisans, ces honnêtes commergants à l'animadversion des deux mondes comme des partisans dangereux pour la fortune publique et pour la fortune privée, eux qui manquant de tout, n'ont jamais absorbé à leur profit la plus petite parcelle du bien d'autrui et qui ont même toujours religieusement respecté celui de leurs ennemis. Et voilà qu'enfin en dépit de vos efforts la vérité se fait jour, vous avouez que la presse toute entière s'est soulevée contre vous.

Allons donc ! vous en convenez enfin. La France par la voix de la presse a poussé un long cri d'indignation. La France ce cerveau du monde, cette avant-garde du progrès, cette maîtresse intelligente des peuples, rougit enfin des attachements impurs du Néron de la Plata, et elle proclame bien haut que sa longanimité est à bout. Elle le dit au monde par cet élant des organes de l'opinion publique, spontané comme la voix d'un seul homme, et absolument comme l'inexorable accent de la vérité. Vous avez tressailli à cette voix qui vous a dit : *La République Orientale sera sauvée ! les français qui la défendent ne seront pas sacrifiés à l'insatiable ambition d'un petit tyran, qui rêvait d'étendre sa pernicieuse puissance sur l'Amérique du Sud.*

Quel horrible spectacle pour Cajá, s'il avait vu ressusciter son frère, et croître et embellir, la tout juste à côté de lui. Eh bien ! ce supplice sera celui de Rosas. Il croit avoir noyé la république Orientale dans le sang de ses enfants, et bientôt elle va se relever radieuse. Ne vous en déplaise *Defensor*, son sol sera purgé des barbares qui l'écrasent ; et alors sans cesser d'être Orientaux par le cœur nous redeviendrons français. Le travail qui enrichit, remplacera l'oisiveté qui abrutit, le fer qui tue se transformera en soc nourricier. Les ressources intarissables de votre beau pays ne s'épuiseront plus pour satisfaire les jouissances de quelques obscurs despotes, et le sang généreux du peuple ne servira plus à cimenter la brutalité et la tyrannie.

Et alors les français qui sont unis aux orientaux depuis sept ans, par le péril et par la gloire, resserreront encore les liens qui les unissent, et selon votre juste expre-

sion, ils pourront les uns et les autres être fiers d'être français orientaux et orientaux-français, car nous devrons à la République Orientale bien être et fortune, comme elle devra à la France liberté et indépendance !

L'appréciation du projet de convention, entre M. l'amiral Le Prédour d'une part, et les généraux Rosas, et Oribe de l'autre, se continue en France avec une persévérance qui dénote dans la presse de notre pays, l'intérêt immense qu'elle attache à cette malheureuse question de la Plata.

L'article que nous extrayons du *Constitutionnel* du 19 août, est empreint tout à la fois d'un bâme sévère, sur la politique suivie par les divers cabinets qui se sont succédés depuis l'avènement de la République, et d'une certaine ironie, qui semble indiquer la plume dont il émane. Nos lecteurs le liront sans doute avec beaucoup d'intérêt, et partageront après l'avoir lu les espérances de l'auteur à l'endroit de ce malencontreux projet de traité.

La corvette des Etats Unis *John Adams*, arrivée hier à Rio de Janeiro a apporté des lettres et des journaux qui vont jusqu'à la date du 25 septembre.

Une lettre de Paris du 19 août, écrite par un des plus zélés défenseurs de la cause moutevidéenne, et adressée à Rio de Janeiro, à une personne haut placé, fait connaître que le général Pacheco était arrivé à Paris le 16 août, où il a été parfaitement reçu. Il n'en pouvait être autrement, pour nous qui connaissons l'honorables caractère du général et la haute mission dont il est chargé.

Les autres correspondances ne font que confirmer les prévisions sur le rejet insuffisant du traité *ad referendum* ; mais aussi toutes s'accordent à dire que toute décision à cet égard sera ajournée jusqu'à la réouverture de l'Assemblée Législative.

Le 26 du mois passé, le packet anglais n'était pas encore arrivé à Rio de Janeiro ; mais on assurait qu'il était sorti le 15 de Pernambuco pour Bahia.

Nous lisons dans le *Journal du Havre*, du 17 août :
Sont arrivés à Brest, la corvette de charge *la Caravane*, venant des Antilles ; les bricks de guerre *l'Alsacienne* et *le Tactique*, revenant de la station de la Plata, où ils ont laissé la frégate *la Constitution*, contre amiral Le Prédour, la corvette *la Triomphante*, les bricks *Alcibiade*, *Adonis* et la goëlette *l'Agathe*.

Feuilleton du Patriote.—4 NOVEMBRE 1849.

ESQUISSES

De quelques unes des figures qui se groupaient, autour de la table du gouvernement provisoire, dans la terrible nuit du 24 au 25 février.

« Garnier Pagès, déjà brisé par la souffrance et par les efforts qu'il venait de faire pour conquérir et pour concentrer dans ses mains la mairie de Paris, répandait à flots sur la multitude sa voix, son âme, ses gestes, sa sueur. Ses bras s'ouvraient et se refermaient sur sa poitrine comme pour embrasser ce peuple. La bonté, l'amour, le courage illuminaient sa physionomie pâle d'un rayon d'ardeur qui touchait les plus exaspérés. Il faisait plus que convaincre, il attendrisait.....

« Ménagez votre vie, économisez vos forces ne donnez pas toute votre âme à la fois, nous aurons de longs jours à combattre, lui disait Lamartine ; ne dépensez pas tout ce courage dans une nuit. Mais Garnier Pagès ne compatit pas avec lui-même. Expirant, il demandait encore des miracles à la nature. C'était le suicide de l'honnête homme. Il tombe enfin d'anéantissement sur le carreau pour reposer sa poitrine d'échirée et retrouver un peu de voix dans une heure de sommeil. On le couvrit de son manteau ; mais la fièvre du bien public le dévorait ; il ne dormait pas, et, d'une voix rauque et cassée, il ordonnait, il consultait, il haranguait encore.

« Marrast, quoique moins doué par la nature, peu prompt à imposer aux masses, homme d'élite plus que de place publique, était imperturbable à son poste de secré-

taire du gouvernement au bout de la table du conseil. « S'il ne parlait pas au peuple, il ne cessait de conseiller, de diriger et d'écrire. Il ajoutait à ce qui avait été dit, ce qui aurait dû, être dit. Les considérations les plus hautes découlait, sans explosion, de son esprit comme la lumière qui ne fait point de bruit, tout en se répandant sur l'objet. Cet homme, dont on a voulu prendre la grâce pour de la faiblesse, ne faiblit pas une minute, ni du regard, ni de l'attitude, pendant ces longues convulsions d'une révolution, dont un tronçon pouvait à chaque instant l'étouffer dans ses replis.

« D'autres hommes, Pagnerre, Barthélémy Saint-Hilaire, Thomas, rédacteur en chef du *National*, Bixio, Buchez, Flotlard, Recurt, Bastide, presque tous les hommes de pensée de la presse de Paris, devenus des hommes de main par occasion, se pressaient dans l'étroite enceinte autour du gouvernement, dévoués à ses ordres, prêts au conseil, infatigables à l'œuvre et intrépides au danger. Les figures s'étaient agrandies comme les caractères, la solemnité du moment relevait ces visages ordinaires penchés sur la lampe de l'écrivain. Les couleurs ou les rivalités d'opinion qui divisaient le matin, encore, ces chefs et ces armées de la presse de Paris, se confondaient à présent en un commun et brûlant enthousiasme du salut public.

« On distinguait, au milieu d'eux, à son front chauve chargé de souvenirs révolutionnaires, à l'expression fine et contemplative de ses traits et à la concision active de ses paroles, un ancien aidé du camp de Lafayette, qui avait vu avorter la République dans ce même palais de 1830, qui se défait des tribuns et des peuples, et qui semblait surveiller le foyer de la révolution. C'était Sarrans. On sentait en lui le soldat des anciennes guerres

» de la République et des nouvelles idées, aujourd'hui également prêt à écrire, à agir ou à haranguer.»

Le fait est que ce vieux mécénant, je parle de Sarrans jeune, n'avait qu'une foi médiocre dans l'insuffisance des pères nourriciers qui recevaient la République à l'Hôtel de Ville. Témoin d'un autre enfantement analogue, il craignait que les uns n'endommagent le nouveau-né jusqu'à la léthargie, à force de le bercer ; ou que les autres ne lui donnassent le transport au cerveau à force de le faire crier. Le vieux cepique, je parle toujours de Sarrans jeune, ne voyait pas non plus sans inquiétude une foule de philistins royalistes, rôder déjà autour de l'enfant de la démocratie, lui faire des mines charmantes et lui prodiguer toutes sortes d'agaceries. Ces caresses lui paraissaient tellement surnaturelles, et le nourrissent si difficile à élever dans les conditions hygiéniques, où on le plaçait, qu'il refusa de s'associer à l'œuvre d'une éducation impossible. Mais il n'est point exact de dire que Sarrans apportait à l'Hôtel de Ville un front chargé de souvenirs révolutionnaires et de soupçons.

L'aide de camp de Lafayette, l'historien de la révolution de 1830, arriva à l'Hôtel de Ville plein de foi et d'espérance dans la victoire du peuple. Il vit, il observa, il se rappela, il compara longuement, et il s'éloigna l'âme troublée par de tristes présensentimens ; mais le cœur gros d'estime, et, le dirai-je, de pitié pour les nobles natures, qui n'apercevaient point les trappes ouvertes sous leurs pieds, et qui se révoltaient contre les avertissements de l'expérience.

Le soldat de la liberté voulait bien redonner son sang à la République, mais non pas à la monarchie, qu'il sperçait toujours à travers la fumée des barricades. C'est ce que moi, son confident intime, j'atteste et certifie, ainsi que personne n'en ignore.

(*Histoire de la révolution de 1848*)

(*Semaine*.)

Le bateau à vapeur le *Flambeau* est en partance de Brest pour les Antilles.

**LE BLOCUS FRANÇAIS
DES PORTS DE LA RÉPUBLIQUE ORIENTALE
OCCUPÉS PAR LE GÉNÉRAL ORIBE,**

par
JOSE LUIS BUSTAMANTE.

(Traduction.)

**III.
DE L'HONNEUR DE LA FRANCE.
(Suite.)**

Il serait ridicule de supposer encore, après des faits si éloquents, si clairs, que la France pensât à employer d'autre moyen que la force pour obtenir justice et terminer par l'influence de son pouvoir une question que ni la politique, ni la persuasion, ni tous les moyens de la diplomatie n'ont pu mener à bonne fin. D'ailleurs, y a-t-il autre chose à faire au point où nous sommes arrivés ? La paix publique dans ces pays, on ne pourra l'établir que par la force; le règne de la justice ne pourra y être maintenu que par la force; les réparations dues et stipulées ne pourront être obtenues que par la force. Tout autre expedient est inutile avec Rosas : il ne veut pas faire la paix avec les étrangers, parce qu'elle lui imposerait des devoirs qui compromettraient l'existence de son pouvoir arbitraire; il veut la guerre avec eux, comme il la veut et la cherche avec ses compatriotes, en détruisent les institutions et les lois; pour pouvoir dire : j'ai besoin de toute la somme du pouvoir public afin de combattre les ennemis du système américain qui est moi, de la Confédération Argentine qui est moi, de la constitution qui est moi, de la loi qui est moi.

La France républicaine ne peut pas abandonner une position qu'elle-même a prise, après avoir consulté l'intérêt et l'honneur de ses nationaux et de son nom; les circonstances dans lesquelles elle se trouve lui imposent ce devoir sacré; espérons qu'elle saura le remplir comme il appartient à une des premières puissances des temps modernes.

La session du 30 avril, est venue nous révéler toute la pensée de la République :

— Liberté et indépendance pour Montevideo.

— Protection et sécurité pour la population française de la Plata.

Sa politique ainsi formulée, par l'universalité des différents cercles politiques de la France qui se trouvent tous représentés dans le sein de l'Assemblée Nationale, la République s'est elle-même tracé et ouvert le chemin qu'elle avait à suivre. Ce n'est pas par les négociations, ni en faisant jouer les ressorts usés et communs de la diplomatie, qu'on obtiendra ces deux objets; l'opinion éclairée des hommes les plus importants de la République, le comprend aujourd'hui comme nous; ils le déclarent à haute voix, en conviant la justice et le pouvoir de la nation à récupérer la position honorable qu'il lui convient de garder dans cette question.

Des esprits étroits et timides ont cru que la République Française ne pourrait pas donner toute son attention, en même temps, aux diverses questions qui agitent l'Europe et aux affaires de la Plata, que pour s'occuper des unes il lui faudrait négliger l'autre, souffrant ici une honteuse déroute pour garder là bas une position calme et difficile, ne consultant que les intérêts mesquins du moment sans tenir aucun compte de l'avenir : pauvre et débile position, en vérité, au milieu des pouvoirs européens qui sans cesse se disputent la suprématie dans le catalogue des nations. Mais si la France et l'Angleterre agissaient ainsi, aucun ministre ni consul de ces nations n'aurait le droit de s'élever au-dessus des Mandeville et des Lahitte, et leurs nationaux ne seraient pas plus respectés sous le pouvoir du tyran que ne l'ont été Bacie et Varangot, Poucel et ses malheureux compagnons.

La France républicaine ne peut jouer un aussi triste rôle sur le nouveau théâtre que Rosas lui prépare; cela ne peut être et cela ne sera pas, parce qu'il n'est pas dans son caractère de s'humilier et de se dégrader à ce point.

IV.

DE L'INTERET DE LA FRANCE.

On a tant écrit sur ce sujet, on a démontré avec une vérité si incontestable l'intérêt que la France a dans cette

question, qu'il est difficile de croire que tout le monde ne soit pas convaincu. Cet intérêt est si palpable, que tous les gouvernemens l'en senti, et qu'aucun n'a pensé à le nier. La France l'a compris et elle l'a reconnu. Les publications faites ici par le *Comercio del Plata* et par le *Patriote Français*, et celles faites à Paris par l'honorable M. Lelong, ont fait connaître les tableaux exacts des importations et des exportations du commerce français dans la République Orientale, ainsi que l'importance de l'émigration française dans ce pays, et l'avenir que ces simples antécédans offrent à la France. Le tout en opposition avec ce qui se passe à Buenos Ayres et avec l'état des intérêts français sous le dictateur Rosas.

Les différents points accessoires d'une grande question, politique et commerciale tout à la fois, influent nécessairement sur le déroulement qui lui est réservé.—Quelques échecs dans la politique extérieure préparent infailliblement des embarras qui peuvent avoir les plus funestes conséquences.—Les ruines partielles du commerce amènent les catastrophes générales, parce que toutes les opérations s'enchaînent et proviennent d'un centre commun.

Tout le commerce français de Montevideo, travaillé directement à la prospérité du commerce général de la France. S'il est protégé ici, le trésor français en recueillira nécessairement les avantages; s'il est abandonné et livré à une ruine inévitable, c'est le trésor français encore qui en ressentira les effets. En quelques pays du monde où se trouve une population française aussi nombreuse qu'à Montevideo qui procure à la métropole un marché des plus importants, la France a intérêt à la protéger et elle doit le faire.

La levée du blocus des ports argentins a occasionné de grandes pertes au commerce de Montevideo, et la levée du blocus des ports occupés par Oribe prépare sa ruine peut-être complète.

Tout navire qui entre au Buceo, qu'il vienne de l'Océan ou de l'intérieur des rivières, est une perte pour Montevideo. Tout navire qui, une fois arrivé en grande rade de notre port, soit pour Buenos Ayres, à cause des décrets prohibitifs de Rosas, est une perte pour Montevideo. Tout navire qui charge au Buceo des produits du pays, occasionne une grande perte à Montevideo.—De manière que Rosas et Oribe bloquent Montevideo avec leurs décrets prohibitifs, tandis que les Agents de la France ont levé, ou négligé d'exécuter les blocus qui avaient été mis devant Buenos Ayres et les ports occupés par Oribe. Et cependant on prétend conserver le *statu quo* et la plus parfaite neutralité !

On dit que le commerce français de Montevideo se rui... peut importe—que les français qui n'ont pas de travail émigrent pour Buenos Ayres.... peut importe, puisque le consulat paie leur passage—que le mouvement de la place de Buenos Ayres étonne par tout ce qui y afflue, et que les produits de la douane emplissent les coffres de Rosas.... peu importe !—La rade de Buenos Ayres et celle du Buceo sont pleines de navires, les *saladeros* travaillent beaucoup, le bœuf, appartenant aux ennemis d'Oribe, aux neutres, et même à des français, est enlevé pour être abattu et les cuirs exportés, sans que la moindre indemnité soit jamais accordée aux propriétaires.... peu importe !—Le commerce français restera ruiné pour toujours dans ce pays, sans influence pi avenir.... pen importe !—Nous resterons tous ici soumis au pouvoir et livrés à la clémence de Rosas et d'Oribe.... peu importe, si l'on obtient une paix sans secousses !—Mais une paix sans secousses après avoir fait d'importantes concessions, levé le blocus des ports d'Oribe, retiré les marins de la place de Montevideo, abandonné l'Uruguay et Martin Garcia, et conservé la neutralité et le *statu quo*, comme nous l'avons dit.... En vérité nous ne la comprenons pas bien.

Mais cette espèce de paix ne convient pas plus aux défenseurs de Montevideo qu'à la population française, qu'on a compromise dans cette cause, à la session du 30 avril nous fait bien espérer qu'elle ne conviendra pas davantage à l'Assemblée Nationale.

Il est évident que la levée du blocus du Buceo et des autres ports occupés par lui, est aussi favorable à Oribe que désastreuse pour le commerce de Montevideo, et qu'il le sera parfaitement les vues de ce valet de Rosas, tandis qu'elle menace et compromet l'existence même de Montevideo. Oribe et Rosas veulent leur triomphe absolu et complet : eh bien, la levée de tous les blocus, le retrait de l'action coercitive sur terre et sur mer, l'absence de toute intervention franchement déclarée, toutes ces mesures servent parfaitement leurs vues.

Il est cependant de l'intérêt de la France d'éviter ce

résultat, parce que, dans ce cas, la République Orientale perdrait son indépendance, ses institutions et sa liberté, et serait bientôt plongée dans le caos par la main barbare du tyran de Buenos Ayres, car Oribe, sous prétexte de réorganiser et d'assurer l'ordre public contre les sauvages unitaires, se ferait bientôt donner les pouvoirs extraordinaire, et l'on verrait les deux rives de la Plata régies par une même pensée, gouvernées par un même système, dominées par une seule et même dictature, apellée par ses inventeurs toute la somme du pouvoir public.

Mais la France n'a-t-elle pas intérêt à s'opposer à ce résultat, au lieu d'y coopérer par son inertie, et la population française et son commerce pourraient-ils jamais prospérer sous un pareil régime ? Nous croyons, que personne ne peut le penser. Oh ! si la France savait combien sont fondées ces considérations, nous sommes persuadés que loin de sanctionner ce qui se passe depuis quelque temps dans la Plata, ce qui s'y fait en son nom, elle la blâmerait hautement. C'est que, en effet, tout cela est contraire à ses intérêts les plus chers : son commerce se détruit tous les jours; la population française, chassée par la misère, est obligée de s'éloigner de son centre, elle se divise, elle se déplace sans idée arrêtée, sans point fixé; son avenir disparaît, il se perd dans le torrent de tant d'éléments hétérogènes qui jamais n'ont pu s'harmoniser avec les intérêts français dans la Plata, et qui sont aussi opposés aux intérêts de Rosas, dans leur essence, dans leurs tendances, dans leur forme, que le sont la civilisation et la barbarie, l'ordre et le désordre.

(Continuera.)

Europe

FRANCE.

Nous lissons dans le CONSTITUTIONNEL du 19 août :

POLITIQUE DE L'ANGLETERRE ET DE LA FRANCE DANS L'AMERIQUE DU SUD.

La politique de l'Angleterre dans l'Amérique du Sud mérite d'être étudiée, car elle est à la fois prévoyante et habile. Elle ne peut manquer de donner, tôt ou tard, à l'empire britannique une influence exclusive dans cette partie du monde, et de lui assurer le monopole de ce marché, l'un des plus vastes et des plus productifs du Globe, à moins que nous ne nous hussions de réparer les nombreuses fautes que nous y avons commises, et qui nous y ont fait perdre une excellente position.

Deux grands fleuves, l'Amazone et le Paraná, qui se rapprochent, si même, ils ne se joignent par des affluens, traversent cette immense contrée dans toute son étendue, et présentent un système complet de voies de communications naturelles. La puissance européenne qui pourrait parcourir librement ces fleuves trouverait, dans l'échange des marchandises du vieux monde, contre les produits du nouveau, une source incalculable de richesses. Les avantages d'une telle navigation ne pouvaient échapper aux regards et à l'ambition, d'ailleurs légitime, de l'Angleterre, dont toute la politique est nécessairement consacrée à créer des débouchés pour le commerce britannique. Mais l'Angleterre n'a pas de droits à faire valoir pour entrer à l'exclusion des autres Etats de l'Europe, en jouissance de la riche moisson que l'exploitation de ces grands cours d'eau promet à ses négociants. La possession du fleuve des Amazones est réclamée par le Brésil. La souveraineté absolue du Paraná est revendiquée par un nouvel état, formé des ruines que les révoltes ont semées sur le sol de l'Amérique Méridionale : la Confédération Argentine, qui est sensée représentée par le gouvernement de Buenos Ayres.

Cette remarquable, tandis que l'Angleterre, dont la supériorité en matières de colonies et de commerce est écrasante pour nous partout ailleurs, cherche encore, sans avoir tout à fait atteint son but, à prendre pied sur l'un ou l'autre des deux fleuves, et sur les deux, s'il est possible. Nous nous y trouvions, il y a quelques années, dans une situation véritablement prépondérante, d'une part, nous avions par notre colonie de la Guyane, des droits précieux quoiqu'en litige sur le territoire qui avoisine la rive gauche de l'Amazone. D'autre part, nous possédions à l'embouchure de la Plata, ou le Paraná se décharge, les éléments sérieux d'une colonie indépendante, mais sympathique, qui, nous rapportant déjà beaucoup sans nous coûter rien, offrait à notre commerce la perspective de développement en quelque sorte illimités.

Il faut tout dire, cependant, l'Angleterre avait aussi

d'assez grands intérêts engagés dans cette même colonie elle y était représentée, non par le nombre de bras, mais par des capitaux importants. La guerre qui est survenue a fini par détruire ces capitaux; mais il fut un moment où l'Angleterre commença une intervention armée pour en assurer la conservation. Nous dirons plus loin comment et pourquoi elle a, depuis lors, changé de politique.

C'est au moment même où l'humanité et le devoir de sauvegarder les intérêts de ses nationaux à Montevideo déterminaient le gouvernement britannique à y intervenir que la situation générale des affaires britanniques dans l'Amérique du Sud, sembla devenir moins bonne que jamais. Le Brésil ayant dénoncé à l'Angleterre l'expiration du traité qui soumettait les navires brésiliens à la visite des croiseurs anglais et qui instituait des tribunaux mixtes des juges brésiliens et de juges anglais pour instruire le procès des navires accusés de traite des noirs, l'administration anglaise demanda le renouvellement de cette convention. Le ministère brésilien refusa. Le parlement anglais décida alors, sur la proposition du gouvernement, que les croiseurs britanniques ne tiendraient point compte de ces difficultés; qu'ils continueraient à visiter les navires du Brésil quand ils les jugeraient suspects, et que les tribunaux anglais feraienr les procès aux négriers brésiliens comme à des pirates: ce fut un abus de la force qui excita les protestations solennelles du Brésil. Par représailles, cet empire commença contre l'Angleterre une guerre de tarifs, dont le commerce anglais souffre encore considérablement.

La position de l'Angleterre était donc celle-ci: d'un côté, ses relations amicales avec le Brésil étaient interrompues, et son commerce profondément troublé dans toute la partie de l'Amérique du Sud qu'arrose l'Amazone; de l'autre, le fleuve Paraná lui était complètement fermé par suite des hostilités entre Buenos Ayres et Montevideo, où elle avait du prendre partie.

L'intervention armée eut lieu, les navires de l'Angleterre unis à ceux de la France forcèrent l'entrée du Paraná et livrèrent le combat d'Obligado, l'un des plus brillans de ce genre qui aient eu lieu depuis la paix générale. La navigation du Paraná se trouvait donc ouverte; les marchandises anglaises pouvaient être transportées jusques dans le haut du fleuve, et remonter même le Paraguay qui verse ses eaux dans le Paraná. Il semblait que la Grande Bretagne dut être satisfaite de ce côté, mais il n'en fut rien. En effet, pour consolider ses avantages il fallait réduire à l'impuissance le gouvernement de Buenos Ayres qu'on avait combattu, puis partager ensuite, avec la France, les produits de cette conquête.

Or, l'Angleterre, tout bien considéré, n'a pas cru pouvoir admettre ce partage, car elle a senti qu'il serait peut-être à l'avantage de la France. Il était évident que l'émigration française à Montevideo continuant à se développer et à prospérer par la paix et le travail, pourrait donner à ce commerce et à l'industrie française, dans ces parages, une supériorité contre laquelle le commerce britannique ne serait pas toujours en mesure de lutter. La conquête pacifique de la civilisation française sur les bords de la Plata, parut aux intérêts rivaux de la Grande Bretagne plus à craindre que la continuation des révoltes, qui, en empêchant l'établissement solide d'aucune émigration étrangère sur ces bords, laisse à une politique habile mille occasions de triompher.

Dès lors l'Angleterre cessa d'agir de concert avec la France, et elle se tourna vers Rosas, sacrifiant l'intérêt de ses nationaux de Montevideo à de plus hautes visées. Elle vit dans une alliance diplomatique avec Buenos Ayres deux avantages qui lui parurent dominer toute autre considération. Le premier était la décadence de l'influence française. Le second était l'assujettissement du Brésil au commerce anglais. On comprend parfaitement que le gouvernement de Rosas ne sera jamais favorable aux français, qui lui opposent à Montevideo une barrière encore invincible. La paix conclue, les persécutions contre les émigrés de notre pays commenceront, le commerce français souffrira mille vexations; nos relations avec la Plata cesseront bientôt.

L'Angleterre pourra peut-être alors voir ouvrir pour elle seule ce fleuve précieux du Paraná, dont elle voudrait en ce moment, avec la complicité innocente de M. Leprédroit remettre les clés au gouvernement de Buenos Ayres; ce serait alors un premier résultat obtenu. Mais le gouvernement britannique à des vues plus lointaines encore.

Tout le monde sait que le Brésil est une proie que convoite le dictateur de Buenos Ayres, ne faut-il pas d'ailleurs qu'il occupe son armée! La République Orientale soumise, Rosas déclare la guerre au Brésil. Cet empire s'attend si bien à cette conséquence de la chute de Monte-

video, qu'il entretient à grands frais, sur la frontière, une armée de dix mille hommes destinée à repousser l'invasion prévue.

Du reste, Rosas a un puissant moyen de vaincre le Brésil; c'est d'appeler à la liberté tous les esclaves qui y forment l'immense majorité de la population. Il ne manquerait pas d'employer ce moyen, et, dans cette vue, il a déjà aboli l'esclavage à Buenos Ayres. C'est dans cette crise que l'Angleterre pourra paraître. Que le Brésil abaisse alors pour la Grande Bretagne, la barrière de ses douanes; qu'il permette aux croiseurs anglais de reprendre la traite comme ils l'entendent, à bord de ses navires; qu'il accorde au commerce britannique tous les avantages que celui-ci peut désirer, et l'empire sera préservé. De gré ou de force, Rosas entendra raison. Si le Brésil résiste, eh bien! on l'abandonnera à son sort. Nul n'est tenu certainement de protéger un adversaire. L'émancipation violente des africains aura bientôt réduit l'empire à toute extrémité, alors ouvrira une ère de nouvelles révoltes dans cette partie de l'Amérique. Qui sait ce qu'une politique adroite peut en faire sortir?

Ce que nous venons de dire suffit; il nous semble, pour démontrer la folie de notre politique dans la Plata. Sans parler de l'honneur qui nous obligeait à prendre fait et cause pour des nationaux opprimés et ruinés, on voit que notre intérêt le plus simple était d'assurer l'existence de notre colonie, qui, par la suite, promettait d'immenses débouchés à notre commerce, un immense parcours à notre navigation. Tous nos plénipotentiaires l'on compris ainsi. L'amiral Leprédroit s'est évidemment laissé abuser sur nos véritables intérêts, quand il a livré à Rosas par son projet de traité, non seulement la ville de Montevideo, mais encore la navigation du fleuve Paraná. Il n'a pas vu que c'était signer notre exclusion de ce fleuve. Il n'a pas aperçu surtout qu'en livrant Montevideo, si le découvre le Brésil soit à l'anarchie, soit à la protection de l'Angleterre, il nous prive d'avance des priviléges que peuvent nous assurer, non seulement notre amitié avec l'empire, mais nos droits non encore réglés sur un territoire voisin des cours de l'Amazone. Enfin, il n'a pas vu, surtout, qu'en accédant aux prétentions de Rosas sur le Paraná, il renonce aux avantages que nous pourrions tirer de la position du Paraguay, qui, étant situé dans le haut de ce fleuve, et, se trouvant sans communication avec la mer, autre que l'embouchure, a, comme était indépendant, en vertu des traités de Vienne, le droit de passer librement par cette embouchure et d'y faire admettre également les navires étrangers en communication avec lui.

Aujourd'hui le bruit se répand que le contre-amiral Leprédroit, après s'être laissé amener à signer un projet de traité qui serait funeste, commence déjà à l'exécuter en donnant les marques les plus éclatantes de considération au chef de la république argentine, que l'opinion publique en Europe, et principalement en France, a justement réprobé pour ces actes de cruauté. M. Leprédroit a salué le pavillon argentin de vingt un coup de canon. Dans son désir de conclure une paix qu'il croit à tort honorable, cet officier général s'est trop pressé de faire cette manifestation. Nous espérons que le gouvernement français ne ratifiera pas le traité. S'il en est ainsi, nous restons à l'égard de Rosas, dans des rapports qui ne comportent pas de tels témoignages de sympathie.

NOUVELLES DIVERSES.

Le budget de 1849 a ouvert au département de la marine un crédit de 100,000 fr. pour favoriser, à titre d'essai, l'introduction de travailleurs européens dans les colonies.

Le ministre de la marine a arrêté, pour l'emploi de ce crédit, les dispositions suivantes, qui sont, en grande partie, la continuation de celles qui avaient été établies en 1845 dans le même intérêt.

La concession de passage pour se rendre dans l'une des colonies à culture sera réservée en faveur des travailleurs engagés pour les exploitations rurales. La préférence sera accordée aux familles et aux chefs d'atelier.

Il devra y avoir justification préalable de conventions écrites entre l'émigrant et un propriétaire rural de la colonie à laquelle il se destine. Le propriétaire doit se charger par lui-même, ou par un fondé de pouvoirs, des arrangements relatifs au passage; c'est par conséquent entre ses mains que sera payée, après embarquement constaté, l'allocation destinée à y faire face.

Cette allocation est fixée ainsi qu'il suit:

	Anilles.	Guyane.	Réunion.
Pour les adultes et les enfants au-dessus de quatorze ans.....	200 fr.	300 fr.	450 fr.
Pour les enfants au-dessous de quatorze ans.....	100 fr.	200 fr.	300 fr.
Indépendamment de ces allocations, il sera payé directement à chaque émigrant une somme de 50 fr., à titre de secours de route du lieu de sa résidence au port d'embarquement.			
(Moniteur—Journal des Débats.)			

Le Roi de Prusse vient de conférer les insignes de l'Ordre de l'Aigle-Rouge, de troisième classe, à M. Lesueur, membre de l'Académie des Beaux-Arts de l'Institut national de France.

(Journal des Débats.)

Une société vient de s'organiser, pour créer, à Paris, des asiles de nuit semblables à ceux qui existent à Londres. Les malheureux qui n'ont point de domicile pourraient, moyennant cinq centimes, trouver un gîte dans ces asiles, où ils seraient à l'abri des intempéries de l'air,

(Journal du Hâvre.)

Un berger des environs de Langres prétend avoir trouvé le moyen de s'élever dans les airs à l'aide d'ailes mécaniques. Ce pâtre fait en ce moment fabriquer chez un serrurier de Langres les pièces qui doivent composer son ingénieux système. On nous assure que très prochainement ce nouvel Icare sera l'essai de son invention.

(Idem.)

Un phénomène, difficile à expliquer par les lois de la physique, a été signalé dans le comté de Ross, l'un des plus septentrionaux de l'Ecosse. Pendant la soirée de lundi dernier, un violent orage éclata dans la paroisse de Bulvullich, sur le domaine d'Ord, occupé par M. Moffat.

A la suite du coup de tonnerre le plus terrible qu'on ait jamais entendu dans cette contrée, un énorme glaçon de forme irrégulière, ayant près de 20 pieds anglais (6 mètres 8 centimètres) de circonférence, est tombé près du corps de ferme. Il était uni et d'une transparence parfaite, si ce n'est dans une petite partie qui semblait formée de gros grésillons cubiques taillés en pointes de diamants, d'environ 3 pouces (7 centimètres et demi) de diamètre, agglomérés par la congélation.

Si cette masse était tombée sur la maison d'habitation de M. Moffat, elle en eût certainement enfoncé le toit et elle eût pu tuer ou blesser plusieurs personnes. Ce qu'il y a de remarquable, c'est qu'il n'est pas tombé la moindre parcelle de grêle ni de neige dans les environs; toute la grêle contenue dans le nuage se serait réunie en un seul bloc.

(Idem.)

Un habitant d'une commune des environs de Metz fut atteint, il y a quelques jours, d'une indisposition qui présentait les premiers symptômes de l'épidémie régnante. Le médecin, appelé, commanda un lavement d'un demi litre d'eau de riz. La menagère du malade, allemande renforcée, crut comprendre un demi litre d'eau de vie, et administra ce remède héroïque à son mari, qui s'en trouva à merveille.

En présence des hésitations de la science, nous nous faisons un devoir de publier ce fait. De grandes découvertes ont eu une origine pour origine.

(Idem.)

Edicto judicial.

De orden del Juzgado Ordinario de este Departamento por el presente se cita, llama y convoca, a todos los acreedores del finado D. Pedro Garrot, para que con los documentos que justifiquen sus créditos, concurren a la Sala del Juzgado, y en la audiencia del dia doce del corriente, para deliberar sobre las pretensiones deducidas por Da. Maria Aristoy, viuda del indicado Garrot.—Montevideo, No^rviembre 2 de 1849.

Pedro de Latorre.—Escribano público.

AVIS.

M. Auguste Chadafau, prévient le public et principalement les cafetiers, qu'il vient d'ouvrir une fabrique de liqueurs et de sirops, dans la rue du 18 Juillet n° 82; il prévient aussi les amateurs de bon goût qu'il a reçu de France, toutes espèces de jus et fruits pour faire toutes sortes de sirops, comme
 sirop de limon ou de citron,
 idem de vinaigre,
 idem de vinaigre framboisé,
 idem de groseille,
 idem de framboises,
 idem d'orgeat,
 idem orangeade,
 le tout au prix d'une pataque la bouteille et \$ 4 400 reis la douzaine.

On trouvera dans le même établissement toutes sortes de jus de fruits pour faire les gelées et glaces et un grand assortiment de liqueurs et d'eau de vie à un prix très modéré.

AVIS.

Nous recommandons à l'humanité de nos compatriotes le nommé CARPI, qui a perdu les deux bras par suite d'un accident déplorable et qui, au lieu de se livrer à la mendicité, a mieux aimé, quelque pénible que soit ce travail, courir la ville et vendre des chandelles. Nous ne doutons nullement que tous les Français lui donneront la préférence pour leur consommation domestique:

AVIS.

M. Derozeaux chirurgien et dentiste, membre titulaire de la Société Nationale d'Emulation du département de la Vienne, a l'honneur de prévenir le public, qu'il se charge de nettoyer la bouche, et de toutes les opérations concernant la dentition; il cauterise les dents d'après le procédé nouveau de MM. Desirabode et Fattet.

Il se charge également de toutes les opérations relatives à l'histoire naturelle; empêiller et mettre en peau, ou classer tous les objets qu'on voudra bien confier à ses soins.

On trouvera aussi chez lui, l'Elixir Odontalgique et le Beaume de Comping, contre les hemorroïdes, crachement de sang, chlorose, affections cancéreuses, crevasses ausein et fleurs blanches, etc., etc.

S'adresser tous les jours de 8 heures du matin à 4 heures du soir, rue de Buenos Ayres, n° 212.

AVIS OFFICIEL.**DEPARTEMENT DE POLICE.**

Gaillerme Sagrera a été nommé courtier des passe-ports avec approbation du gouvernement supérieur, après avoir donné caution et rempli toutes les formalités voulues par le décret du 28 août dernier.

Ce qui se fait savoir à qui de droit.

Montevideo, 17 septembre 1849.

AUTRE

Don Ignacio Benavides a été nommé courtier des passe-ports, avec approbation du gouvernement supérieur, après avoir donné caution et rempli toutes les formalités requises par le décret du 28 août dernier.

Ce qui se fait savoir à qui de droit.

Montevideo, 24 septembre 1849.

DEPARTEMENT DE POLICE.

L'autorité s'occupe actuellement à découv-

rir quels sont les auteurs de la fraude qui se fait de temps à autre, sur les monnaies d'argent à deux colonnes qui circulent de par la ville " limees ou rognées sur le cordon," de telle sorte, que sur celles de douze vintains, principalement, il manque un tiers ou un quart. En conséquence de quoi nous prévenons le public que de pareilles pièces ne peuvent circuler pour leur valeur " première intrinsèque," que même elles doivent être refusées; personne n'étant dans l'obligation de les recevoir pour leur ancienne valeur. Ce pourquoi celui qui persisterait à continuer une pareille fraude serait exposé aux poursuites voulues par la loi.

Montevideo, 15 septembre 1849.

SOLSONA.

REFUTACION

A LAS

CALUMNIOSAS IMPUTACIONES

DE LA

" PRESSE " Y DU " COURRIER DU HAVRE "

Hechas á la benemérita población francesa

EN EL PLATA

por

JOSE LUIS BUSTAMANTE.

Con este título, se ha publicado un folleto en 4º de 26 páginas, por la imprenta URUGUAYANA; Se vende en la Librería Nueva, calle del 25 de Mayo Nros. 230 y 232, al infimo precio de 6 vintenes con el solo objeto de costear al impresión.

AVIS DIVERS.**A Vendre.**

à très bon compte.

Les articles suivants, récemment arrivés de France.

Miel blanc de Narbonne, orge perlé premier blanc, Chloroforme, iodure de Potassium, iodé Cyanure de Potassium, Arsenic en poudre, Sous-carbonate de soude pour les savonniers et les pharmaciens, Blanc d'Espagne pour les peintres, Bandages pour cadets et enfants, Pessaires, Canulles à injections en Caoutchouc, Biberons montés en pis de vache, Suspensoria, etc. etc. etc.

S'adresser, rue de la Convención, n° 145 et 147, au détour de la pharmacie du Lion D'or.

Pommes de terre

Première qualité, en vente à VIGT-SIX réaux le quintal, chez M. Moreau.

Rue du 25 Agosto, n° 161.

Montrichar.

RUE DU JUNCAL, n° 46.

Arrange les vieux chapeaux qu'il met à neuf, blanchit les chapeaux de paille en toute perfection.

L'ancien tir de pistolet rue de la Brecha est ouvert tous les jours, on y donne des leçons de principes aux amateurs, on y trouve des pistolets de qualité supérieure à simple et double détente.

De la place de la Matriz esquina du Cabildo on voit l'enseigne



Nous invitons les personnes qui désireraient se procurer le premier ouvrage en entier de la collection des SEPT PECHES CAPITAUX, à adresser sans retard leurs demandes à l'imprimerie du journal où il ne s'en trouve que très peu d'exemplaires.

LA CONSTITUTION

DE LA

REPUBLIQUE FRANCAISE,
Premulguée par l'Assemblée Nationale le 12 novembre 1848.

Brochure in 32

Se vend au l'Imprimerie du PATRIOTE FRANÇAIS rue Perez Castellanos n° 162.

A vendre

Un billard à un prix modéré, s'adresser de Zavala n° 93.

DENTISTE.

Napoleon Aubanel, déjà connu à Montevideo, où il exerce sa profession depuis plusieurs années, a l'honneur d'annoncer à ses habitants qu'il a transféré son domicile dans le logement qu'occupait le défunt Frederic Vaniseghen.

On trouve chez lui un grand assortiment de dents naturelles idem de composition dite incorruptibles et tout ce qui concerne sa profession.

Les personnes qui voudront bien l'honorer de leur confiance, le trouveront chez lui depuis huit heures du matin jusqu'à quatre heures après midi.—Il se transportera aussi à domicile.

Il offre aux indigents ses soins gratuitement depuis midi jusqu'à deux heures.

Rue des Missions, n° 118.

Chambres Garnies**A LOUER.**

Au jour et au mois. S'adresser à M. Auguste, ancien cuisinier de l'hôpital, rue de Buenos Ayres n. 215.

Il prévient aussi qu'il a un dépôt de meubles à vendre.

Gants et Cravates.

Gants de chevreau de couleurs pour hommes et pour dames; un riche assortiment de cravates nouvelles et de parfumerie fine. En vente chez F. Martin, coiffeur, rue du 25 Mai n° 251, maison du consul italien.

Hamard, coiffeur, rue du 25 de mai, n. 129 a l'honneur de prévenir les elegans de cette capitale qu'il vient de recevoir un riche assortiment de cravates de satin, du dernier goût qu'il vendra au plus juste prix.

—§—

Les ouvrages suivants reliés ou brochés sont en vente à l'imprimerie du Patriote.

Les Peches Capitaux.—L'Orgueil.

Les Peches Mignons.

Gingènes ou Lyon en 1793.

Les Mystères de l'Inquisition.

La Gorgone.

Le Juif-Errant.

Les Mystères de Paris.

Tous ces ouvrages se vendent au Rabais.

EN FEUILLETONS.

Le fils de l'Empereur.

Les Mystères de Sainte Hélène.

Le Sansonnet.